



Luxembourg, le 30 SEP. 2011

Arrêté N° : 1/11/0004

CO	HC	UG	
ENTREE LE			
Secr.	04 OCT. 2011		
ABI	ENECO S.A.		ABVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

LE MINISTRE DELEGUE AU DEVELOPPEMENT DURABLE ET AUX INFRASTRUCTURES,

Vu l'arrêté ministériel 1/98/0323 du 22/10/1999 délivré par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement et vertu de la loi modifiée du 10 juin 1990 relative aux établissements classés et couvrant l'aménagement et l'exploitation d'un centre régional de gestion de déchets inertes, sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen, sous les Nos 885/2687, 886, 887/2836 (partie), 888/3187 (partie), 890/1112, 891, 892, 893, 895/2837, 898, 899, 900, 901/2688, 902/2689, 932/2, 932/2707, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 929/3022, 1007/2714, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 945/2091, 999/3045, 1000, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349 et 1009/2350; et plus particulièrement les éléments suivants:

- ♦ une décharge à ciel ouvert pour matières inertes, d'une capacité de 1'300.000 m³ et comprenant les éléments suivants:
- ♦ une installation mobile de recyclage- concassage/criblage d'une capacité maximale de 150 Mg/heure;

Vu la demande du 07/01/2011, présentée par ENECO S.A., aux fins d'obtenir l'autorisation de pouvoir procéder à l'agrandissement et au surhaussement de la décharge à ciel ouvert pour déchets inertes faisant partie intégrante du centre de gestion pour déchets inertes tel que mentionné au premier alinéa; que plus particulièrement l'agrandissement de la décharge s'étend sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen, au lieux-dits «Mielbam», «Happerfeld» et «Héicht» sous les Nos 932/2707, 997, 885/2687, 892, 895/2837, 901/2688, 902/2689, 904/2690, 908/2692, 911/2693, 912, 913/2838, 926/2910, 927/2703, 928/2704, 929/3022, 932/2, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 945/2090, 952/1970, 952/2567, 952/2568, 955, 956, 959/1739, 962/2020, 962/2021, 962/2022, 963/1491, 963/1492, 964, 965/3146, 978/3147, 979/3633, 979/3634, 979/3635, 979/3839, 981/1972, 981/1973, 984/2275, 986/2913, 988/2347, 988/2348, 990/2569, 993/1129, 993/2639, 998/, 999/3044, 999/3045, 1000, 1002/1131, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/2714, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349, 1009/2350, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 1017/4490; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:

- ♦ L'extension de la décharge existante pour un volume totale d'approximativement 3.87*10⁶ m³ de déchets inertes répartie en:

- le surhaussement de la décharge existante sur une surface de 18 ha et résultant dans un volume additionnel $1.76 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
- L'agrandissement de la décharge sur une surface totale de 36 ha résultant dans un volume additionnel $2.11 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
- et comprenant entre autres, les éléments suivants :
 - l'adaptation de la clôture et du portail d'entrée;
 - l'aménagement de deux digues antibruit additionnelles pour limiter l'impact acoustique durant les phases 3 (près du rond-point), 4 et 5 (près des maisons direction Schinker) à l'est du site ;
 - l'aménagement de divers bassins de rétention d'eaux dont plus particulièrement:
 - * un bassin de rétention RB1 d'une capacité volumétrique de $2'183 \text{ m}^3$, réalisé en tant que deux bassins, dont un temporaire (RB1.2. durant la phase 1) d'une capacité de $2'033 \text{ m}^3$, disposant de deux bassins de décantation d'une capacité de 475 m^3 et un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m^3 ;
 - * un bassin de rétention RB2 d'une capacité volumétrique de $2'206 \text{ m}^3$, disposant d'un bassin de décantation temporaire;
 - * un bassin de rétention RB3 d'une capacité volumétrique de $1'221 \text{ m}^3$ disposant de bassins de décantation temporaires;
 - * un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m^3 ;
- la zone d'entrée et de recyclage abritant entre autre;
 - un parking pour visiteurs;
 - une bascule;
 - des conteneurs abritant les bureaux et locaux sociaux (existent);
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de $4'000 \text{ m}^3$ pour matières inertes destinées à être recyclées;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de $4'000 \text{ m}^3$ pour matières inertes recyclées;
 - une aire pour entreposer une installation mobile de concassage/tamissage;
 - un conteneur destiné au stockage de pièces de rechange ;
 - un groupe électrogène d'une puissance nominale de 135 kVA (108 kW) muni d'un réservoir pour gasoil de 349 litres et d'un réservoir supplémentaire de $2'000$ litres;
 - quatre conteneurs destinés à l'entrestockage de déchets/résidus résultant des activités de recyclage;
 - une aire de ravitaillement et de stationnement d'une surface d'environ 400 m^2 ;
 - une installation de lavage de pneus;
 - un bassin de rétention d'eaux une capacité totale d'environ 750 m^3 ;
 - une cuve de rétention en acier d'une capacité de 140 m^3 , située près de l'installation de lavage pour pneus;
 - deux installations de lavage pour pneus (une avec rouleaux et une avec bassin) ;
 - une séparateur à coalescence (NG20) supplémentaire comprenant un bassin de sédimentation de $5'000$ litres;
 - l'extension de la digue antibruit abritant la zone d'entrée et de recyclage vers l'est;
 - l'aménagement de deux digues anti-vu et anti-bruit supplémentaires à l'est du site;
- Divers engins mis en oeuvre sur le site dont plus particulièrement:
 - un bulldozer sur chenilles;
 - deux pelles mécaniques sur roues;
 - un rouleau compresseur;
- L'aménagement de trois piézomètres de reconnaissance:

Vu le rapport de juin 2010 faisant partie intégrante de la demande précitée, intitulé «Recyma S.A., Inertstoffdeponie Hosingen, Überhöhung und Erweiterung» établi par Oeko-Bureau, b.p. 44, L-3701 Rumelange, conformément au règlement grand-ducal du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur

l'environnement en relation avec le surhaussement et l'agrandissement du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen;

Vu le rapport N° 09 01 089/01 du 1er février 2010 faisant partie intégrante de la demande précitée et de l'évaluation des incidences sur l'environnement, établi par l'organisme agréé Kramer Schalltechnik G.m.b.H., Siegburgerstrasse 39, D-53757 Sankt Augustin relatif à la situation acoustique engendrée par le centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen;

Vu le rapport du 19 février 2010 faisant partie intégrante de la demande précitée et de l'évaluation des incidences sur l'environnement, établi par l'organisme agréé Ingenieurbüro für Meteorologie und technische Ökologie, Tulpenhofstraße 45, D-63067 Offenbach am Main relatif à l'évaluation des immissions supplémentaires par des poussières et poussières PM10 résultant de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;

Vu la circulaire ministérielle du 27 mai 1994 portant application de la meilleure technologie disponible pour la détermination de seuils recommandés pour les rejets dans l'air en provenance des établissements industriels et artisanaux;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis *favorable* émis par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Hosingen;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis *favorable* émis par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Consthum;

Considérant que pendant le délai légal d'affichage, trois observations écrites ont été présentées à l'égard du projet susmentionné dans la commune de Hosingen; que plus particulièrement les observations concernent les aspects suivants:

- les terrains concernés par l'agrandissement du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés ne sont pas la propriété de l'exploitant
- le centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés se rapproche trop de la localité, de la zone d'activité et des maisons d'habitation
- le centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés a un effet négatif sur l'aspect visuel

Considérant que le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions n'a pas à vérifier les droits de propriété au moment de la délivrance d'un arrêté;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande que l'exploitation de l'établissement n'est sollicitée que pour les jours ouvrables;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande que l'exploitation de l'établissement n'est sollicitée que pour la période allant de 7³⁰ heures à 17⁰⁰ heures;

Considérant que les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter les nuisances sur l'environnement à un minimum;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

ARRÊTE:

Article 1er: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:

I) Éléments autorisés:

Concernant l'emplacement:

1) Les éléments concernés par le présent arrêté doivent être installés et exploités sur le fonds d'une surface totale d'approximativement 54 ha inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen au lieux-dits «Mielbam», «Happerfeld» et «Héicht» sous les Nos 932/2707, 997, 885/2687, 892, 895/2837, 901/2688, 902/2689, 904/2690, 908/2692, 911/2693, 912, 913/2838, 926/2910, 927/2703, 928/2704, 929/3022, 932/2, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 945/2090, 952/1970, 952/2567, 952/2568, 955, 956, 959/1739, 962/2020, 962/2021, 962/2022, 963/1491, 963/1492, 964, 965/3146, 978/3147, 979/3633, 979/3634, 979/3635, 979/3839, 981/1972, 981/1973, 984/2275, 986/2913, 988/2347, 988/2348, 990/2569, 993/1129, 993/2639, 998/, 999/3044, 999/3045, 1000, 1002/1131, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/2714, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349, 1009/2350, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 1017/4490 et dont le détail des parcelles cadastrales est repris au chapitre 1.6.2. du dossier de demande du 07/01/2011.

Concernant les différents éléments autorisés:

2) Sont autorisés les éléments suivants:

- ♦ L'extension de la décharge existante pour un volume totale d'approximativement $3.87 \cdot 10^6 \text{ m}^3$ de déchets inertes répartie en:
 - le surhaussement de la décharge existante sur une surface de 18 ha et résultant dans un volume additionnel $1.76 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
 - l'agrandissement de la décharge sur une surface totale de 36 ha résultant dans un volume additionnel $2.11 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
 - et comprenant entre autres, les éléments suivants :
 - l'adaptation de la clôture et du portail d'entrée;

- l'aménagement de deux digues antibruit additionnelles pour limiter l'impact acoustique durant les phases 3 (près du rond-point), 4 et 5 (près des maisons direction Schinker) à l'est du site ;
- l'aménagement de divers bassins de rétention d'eaux dont plus particulièrement:
 - * un bassin de rétention RB1 d'une capacité volumétrique de 2'183 m³, réalisé en tant que deux bassins, dont un temporaire (RB1.2. durant la phase 1) d'une capacité de 2'033 m³, disposant de deux bassins de décantation d'une capacité de 475 m³ et un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m³;
 - * un bassin de rétention RB2 d'une capacité volumétrique de 2'206 m³, disposant d'un bassin de décantation temporaire;
 - * un bassin de rétention RB3 d'une capacité volumétrique de 1'221 m³ disposant de bassins de décantation temporaires;
 - * un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m³;
- la zone d'entrée et de recyclage abritant entre autre;
 - un parking pour visiteurs;
 - une bascule;
 - des conteneurs abritant les bureaux et locaux sociaux;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4'000 m³ pour matières inertes destinées à être recyclées;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4'000 m³ pour matières inertes recyclées;
 - une aire pour entreposer une installation mobile de concassage/tamissage;
 - un conteneur destiné au stockage de pièces de rechange;
 - un groupe électrogène d'une puissance nominale de 135 kVA (108 kW) muni d'un réservoir pour gasoil de 349 litres et d'un réservoir supplémentaire de 2'000 litres;
 - quatre conteneurs destinés à l'entrestockage de déchets/résidus résultant des activités de recyclage;
 - une aire de ravitaillement et de stationnement d'une surface d'environ 400 m²;
 - une installation de lavage de pneus;
 - un bassin de rétention d'eaux une capacité totale d'environ 750 m³;
 - une cuve de rétention en acier d'une capacité de 140 m³, située près de l'installation de lavage pour pneus;
 - deux installations de lavage pour pneus (une avec rouleaux et une avec bassin) ;
 - une séparateur à coalescence (NG20) supplémentaire comprenant un bassin de sédimentation de 5'000 litres;
 - l'extension de la digue antibruit abritant la zone d'entrée et de recyclage vers l'est;
- Divers engins mis en oeuvre sur le site dont plus particulièrement:
 - un bulldozer sur chenilles;
 - deux pelles mécaniques sur roues;
 - un rouleau compresseur;
- L'aménagement de trois piézomètres de reconnaissance;

Concernant les déchets autorisés à être acceptés:

3) Seuls les déchets suivants peuvent être acceptés:

C.E.D. ⁽¹⁾	S ⁽²⁾	R/D ⁽³⁾	Dénomination
17 01 01		R5/D1	Béton
17 01 02		R5/D1	Briques
17 01 03		R5/D1	Tuiles et céramiques
17 01 07		R5/D1	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 (<i>ne contenant pas de substances dangereuses</i>)
17 05 04		R5/D1	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 (<i>ne contenant pas de substances dangereuses</i>)
20 02 02		R5/D1	Terres et pierres

(1) = Code européen de déchets conformément au règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux.

(2) = Colonne réservée au symbole «*», indiquant que le déchet concerné constitue un déchet dangereux au sens du règlement grand-ducal modifiée du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux

(3) = Mode de traitement des déchets en question conformément aux annexes II et III de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Concernant l'horaire de fonctionnement:

4) L'exploitation de l'établissement est limitée aux jours ouvrables.

5) L'exploitation de l'établissement est limitée à la période allant de 7³⁰ heures à 17⁰⁰ heures.

6) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois.

7) L'exploitant doit communiquer préalablement à l'Administration de l'environnement la date du début du chantier ainsi que la date de démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement.

II) Modalités d'application:

1) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément à la demande du 7 janvier 2011, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

2) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des autorités de contrôle compétentes une copie du présent arrêté d'exploitation ainsi que les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement. Ces résultats des contrôles doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation pendant une durée de dix ans.

III) Protection de l'air:

Concernant l'aménagement des voies d'accès et des aires de manoeuvres:

- 1) Afin d'éviter l'envol de poussières notamment pendant les périodes sèches
- a) les chemins d'accès ainsi que les aires de manoeuvres et de stockage situées en dehors du corps de la décharge proprement dite doivent:
 - être consolidés à l'aide d'un revêtement de roulement (béton asphaltique ou autre produit équivalent);
 - être nettoyés convenablement moyennant des engins appropriés efficaces, garantissant un nettoyage sans envol de poussières;
 - être arrosés régulièrement (le cas échéant).
- b) les chemins d'accès sur le corps de la décharge proprement dite doivent être consolidés (stabilisés) à l'aide d'un matériau de roulement approprié. Les chemins d'accès doivent être entretenus en parfait état. En cas de besoin et notamment par temps sec ces chemins doivent, le cas échéant, être régulièrement arrosés.
- c) l'exploitant doit prévoir des mesures appropriées pour garantir le respect des limitations de vitesses.

Concernant l'aménagement et l'exploitation de la décharge pour matières inertes:

2) L'exploitant doit, dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de la décharge, mettre en oeuvre des mesures appropriées (merlons, engazonnement, plantations, etc.) afin de réduire l'effet d'érosion éolienne et l'envol de poussières à un minimum.

3) Afin de limiter l'impact des émissions de poussières sur la population avoisinante au minimum pendant les périodes de temps sec, l'incorporation des matières inertes dans la décharge doit, dans la mesure du possible, se faire dans l'endroit le plus éloigné des maisons d'habitation avoisinantes, ceci pour chaque phase de remblayage.

Concernant le stockage au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis:

4) Les stockages au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à limiter les envols de poussières à un minimum. A cette fin des mesures telles que l'humidification du stockage sont à mettre en oeuvre, le cas échéant.

Concernant l'installation de recyclage/concassage/criblage:

concernant les exigences en matière d'émissions du (ou des) moteur(s) Diesel actionnant l'installation de recyclage/concassage/criblage respectivement le (les) groupe(s) électrogène(s):

5) Les émissions du (ou des) moteur(s) Diesel ne doi(ven)t pas dépasser les limitations suivantes:

- la teneur en poussières doit être inférieure à 100 mg/Nm^3 ;
- la teneur en monoxyde de carbone doit être inférieure à 650 mg/Nm^3 ;
- la teneur en oxydes d'azote exprimés en tant que dioxyde d'azote doit être inférieure à:
 - * 4000 mg/Nm^3 pour les moteurs ayant une puissance inférieure à 100 kW;
 - * 2000 mg/Nm^3 pour les moteurs ayant une puissance de 100 à 200 kW;
 - * 1000 mg/Nm^3 pour les moteurs ayant une puissance supérieure à 200 kW

Les valeurs mentionnées ci-avant se rapportent à 5% en volume de O_2 .

6) La teneur en soufre du carburant utilisé ne doit pas dépasser 0,05 % et doit être adaptée, le cas échéant à la législation afférente.

concernant les exigences en matière de l'installation de recyclage/concassage/criblage:

7) L'installation doit être construite et exploitée de façon à ce que les émissions de poussières soient réduites au minimum. A cette fin:

- l'installation doit être munie d'un système de pulvérisation d'eau approprié et efficace afin de limiter la formation et l'envol de poussières au minimum, le cas échéant, des moyens supplémentaires doivent être mis en oeuvre afin de garantir une protection efficace de l'environnement;
- la hauteur de déversement des produits doit être limitée à 2 mètres (produits déversés des convoyeurs).
- son emplacement doit être situé le plus loin possible des habitations.

IV) Protection des eaux:

Concernant l'évacuation des eaux usées en général:

1) Tout déversement d'eaux usées et d'eaux de surface pouvant provoquer des pollutions ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux et à compromettre leur conservation et leur écoulement, dans un cours d'eau ou dans le milieu ambiant en général est interdit.

Concernant l'évacuation des eaux usées en provenance des locaux sociaux et des installations sanitaires:

2) Toutes les eaux usées (eaux sanitaires, eaux de cuisine, eaux de nettoyage) doivent être évacuées vers une fosse septique d'une contenance d'au moins 3 m³. Cette fosse septique doit être construite suivant la norme allemande DIN 4261.

3) L'effluent de la fosse septique est à raccorder à un champ d'infiltration souterrain à réaliser suivant la norme allemande DIN 4261.

4) Les boues décantées dans la fosse septique doivent être vidangées au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a nécessité, par une entreprise dûment autorisée à cet effet.

5) Avant sa mise en exploitation la fosse septique doit être remplie d'eau jusqu'au trop-plein.

6) Les eaux de surface et de toiture ne doivent pas être raccordées à la fosse septique, mais infiltrées directement dans le sol.

Concernant l'aire multifonctionnelle et l'installation de lavage de pneus:

7) Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, en provenance de l'aire multifonctionnelle, de l'aire de ravitaillement et de l'installation de lavage de pneus, doivent être traitées dans une installation de séparation d'hydrocarbures (Oelabscheider). L'effluent de l'installation de séparation d'hydrocarbures doit être raccordé au bassin de décantation.

8) Les mesures destinées à protéger l'environnement doivent être au moins celles fixées par la norme allemande DIN 1999 et la norme DIN EN 858. L'installation de séparation d'hydrocarbures doit être conçue et installée de façon à respecter dans les effluents rejetés une teneur en hydrocarbures de 10 mg/l en tenant compte d'une intensité pluviale de 200 l/sec.ha. L'installation doit être munie d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Un regard séparé doit être placé en aval de cette installation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et, d'une façon générale, le contrôle du bon fonctionnement de l'installation de séparation.

9) L'installation de séparation d'hydrocarbures doit toujours être maintenue en bon état de fonctionnement et débarrassée aussi souvent qu'il est nécessaire des boues et des liquides retenus.

Les boues et les liquides retenus doivent être éliminés conformément aux conditions relatives à l'élimination des déchets dangereux telles que prescrites dans le chapitre «Prévention et gestion des déchets résultant de l'exploitation normale de l'établissement».

Les pièces justificatives des nettoyages doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle pendant cinq ans sur le lieu d'exploitation.

10) Les eaux de pluie originaires des surfaces consolidées et des toitures et qui ne sont pas polluées par des hydrocarbures ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas passer par le séparateur d'hydrocarbures susmentionné.

11) L'utilisation de flocculants et de détergents est interdite dans le cadre de l'exploitation de l'aire multifonctionnelle et l'installation de lavage de pneus.

12) L'installation de lavage des pneus doit être aménagée de manière à ne pas provoquer des jaillissements d'eaux usées contaminées par des hydrocarbures aux alentours de l'installation de lavage.

Concernant les eaux pluviales:

13) Les eaux pluviales sont à collecter moyennant un système de collecte approprié et sont à évacuer vers les bassins de décantation et bassins de rétention spécialement prévus à cette fin.

Concernant les bassins de décantation et de rétention:

14) Les bassins de décantation et de rétention doivent être dimensionnés de manière à garantir dans leur effluent une teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l. De même les bassins de décantation doivent être munis d'une paroi plongeante permettant de retenir les matières flottantes. Les matières flottantes retenues doivent être éliminées conformément aux conditions prescrites dans le chapitre «Prévention et gestion des déchets résultant de l'exploitation normale de l'établissement».

15) Les bassins de décantation doivent être installés en amont des bassins de rétention en nombre, grandeur et disposition suffisante pour permettre le respect de la disposition précédente.

16) D'une façon générale, l'exploitant doit prendre toutes les disposition techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter que les eaux de pluies et de ruissellement ne s'écoulent de façon incontrôlée sur le site du centre de gestion de déchets inertes ou qu'elles soient à l'origine de détériorations des cours d'eaux récepteurs ou de leurs environnement.

17) Le bassin de rétention temporaire RB1.2. doit être aménagé ensemble avec le bassin de rétention RB1.1. Il doit rester opérationnel au moins jusqu'à ce que les surfaces des phases 1 et 2 soient recouvertes de plantations permettant de diminuer de façon significative la génération d'eaux de ruissellement lors de pluies abondantes.

18) Les bassins de rétention doivent être constitués de terre argileuse ou de matière similaire, permettant leur étanchéité. Ils doivent disposer de puits d'évacuation disposant de régulateur de débit. Tout bassin de rétention doit être muni d'un trop-plein.

19) Les bassins de rétention RB1.1, RB2 et RB3 doivent être gardés opérationnels même après désaffectation de la décharge et du centre de gestion pour déchets inertes. Après désaffectation de la décharge, le bassin de rétention RB1.1 peut être transformé en une mare servant de biotope, à charge de l'exploitant de fournir la preuve au préalable, que les cours d'eaux récepteur n'en subiront pas de dégradations.

20) En aval du bassin de rétention RB3 doit être aménagé un bassin de rétention servant de biotope (Tümpel).

21) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions techniques et opérationnelles nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des systèmes d'évacuation des eaux de surfaces en tout temps.

Concernant les tuyaux de canalisation:

22) Pour autant que des tuyaux sont utilisés pour l'évacuation des eaux usées, ces tuyaux de canalisation doivent être parfaitement étanches et résister à l'action physique et chimique des polluants éventuellement présents dans les eaux usées.

V) Protection du sol et du sous-sol:

Concernant le stockage et la manipulation de produits consommables pouvant mettre en jeu l'intégrité de l'environnement:

1) L'entreposage de produits consommables pouvant mettre en jeu l'intégrité de l'environnement ne peut se faire que dans un ou plusieurs locaux spécialement désignés et aménagés à cet effet. En plus ces produits doivent être entreposés dans des récipients ou emballages répondant aux exigences arrêtées ci-dessous.

2) La manipulation de ces produits doit être effectuée sur des aires étanches et conçues de manière à retenir des fuites éventuelles.

3) Les matières entreposées doivent pouvoir être identifiées moyennant des écriteaux (étiquettes) d'une taille appropriée permettant une identification bien compréhensible. En tout cas, les enseignes doivent indiquer, en caractères bien lisibles, le nom du produit et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

4) Les produits liquides doivent être stockés dans des récipients spécialement prévus à cet effet et construits suivant les règles de l'art. Ces récipients doivent être adaptés, selon les meilleures connaissances techniques, au type de produits qu'ils contiennent et doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

5) Les récipients contenant des produits liquides doivent être placés dans une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

6) Afin de garantir une étanchéité parfaite des cuves, celles-ci doivent être du type préfabriqué. Leur étanchéité pour le type de produit qu'elles peuvent contenir doit être certifiée par leur fabricant.

7) Les récipients contenant des produits incompatibles entre eux ne doivent pas être associés à une même rétention.

8) Des cuves ou des matériaux absorbants sont à prévoir en dessous des bouches de soutirage de récipients afin de pouvoir recueillir ou absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement.

Concernant le ravitaillement en carburant des engins de chantier:

en général:

9) Le réservoir de 2'500 litres pour gasoil pour engins de chantier n'est pas couvert par le présent arrêté.

10) Seul le ravitaillement des engins et véhicules de chantier utilisés sur le site de l'établissement est couvert par le présent arrêté.

11) Le ravitaillement doit se faire sur l'aire spécialement réservée à cet effet.

12) Le ravitaillement des engins et véhicules de chantier doit se faire sans occasionner de fuite ou de perte de carburant. Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par au moins une personne.

13) Toute perte accidentelle d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

14) L'exploitant doit tenir en réserve un stock adéquat de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les combustibles accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre. En outre, l'exploitant doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

concernant l'aire de ravitaillement:

15) Pendant toute la durée de l'exploitation, le sol de l'aire de ravitaillement doit être uni et imperméable jusque y compris les caniveaux recueillant les eaux de l'aire de ravitaillement.

16) L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures. Cette preuve doit être fournie en référence aux normes allemandes, notamment les normes DIN, (béton notamment DIN 1045, caniveaux notamment DIN 4033, DIN 4060, DIN 19543), "Anforderungen an Abfüllanlagen für Tankstellen" de la "Länderarbeits-gemeinschaft Wasser LAWA" et de la norme "KIWA Beurteilungsrichtlinie BRL-K781/01".

17) Si l'étanchement se fait à l'aide d'un béton, les fissurations du béton sont à considérer comme étant très préjudiciables. Avant la mise en place du béton, la preuve doit être apportée qu'un type de béton adéquat sera appliqué .

18) En cas de rupture de la dalle suite, p.ex. à une déformation, la dalle doit être renouvelée entièrement.

19) Sur l'aire en question doit également être placé le groupe électrogène. Le réservoir supplémentaire de ravitaillement de 2'000 litres pour le groupe n'est pas couvert par le présent arrêté.

20) Les caniveaux recueillant les eaux de l'aire de service doivent être conformes à la norme DIN 19580. Ces caniveaux, y compris les joints de ces caniveaux, doivent être étanches aux hydrocarbures et à l'eau, de sorte à éviter toute infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines. L'étanchéité doit être garantie à l'aide de caniveaux en béton polymère ou bien par l'application d'un revêtement intérieur en PEHD ou similaire si le matériau des caniveaux préfabriqués est un béton B-35 ou B-45 ou bien par des moyens équivalents assurant le même degré d'étanchéité et la même longévité.

21) Les tuyaux de canalisation reliant les caniveaux précités au séparateur d'hydrocarbures doivent être parfaitement étanches aux produits pétroliers.

22) La pose des matériaux mis en oeuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

Concernant l'installation de lavage de pneus:

23) Les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de boue sur la voie publique. A cet effet les véhicules/engins sortant de l'établissement doivent passer par une installation de lavage de pneus.

24) L'installation de lavage des pneus doit être exploitée de manière à garantir en permanence un fonctionnement correct. La mise à disposition d'eau de lavage en quantité suffisante doit notamment être garantie.

25) L'installation de lavage de pneus, le débourbeur et son bassin de rétention doivent être étanches aux hydrocarbures et à l'eau, de sorte à éviter toute infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines.

26) Les tuyaux de canalisation reliant l'installation de lavage, le débourbeur et le bassin de rétention au séparateur d'hydrocarbures doivent être parfaitement étanches aux produits pétroliers.

27) Les installations/équipements doivent être maintenus en parfait état d'étanchéité.

Concernant les exigences en matière des réservoirs mobiles à gasoil utilisés en relation avec l'installation de recyclage/concassage/criblage:

les exigences en général:

28) Le(s) réservoir(s) servant au stockage de gasoil doi(ven)t présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

29) Tous les réservoirs et cuves doivent se trouver en parfait état d'étanchéité.

concernant le(s) réservoir(s) à simple paroi:

30) Le(s) réservoir(s) mobile(s) à simple paroi doi(ven)t être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une (de) cuve(s) étanche(s) aux produits stockés et à l'eau.

Cette (ces) cuve(s) doi(ven)t avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle(s) contien(nen)t;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la (les) cuve(s).

Dans le cas d'un seul réservoir, la (les) cuve(s) aura (auront) une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

Afin de garantir une étanchéité parfaite de la (des) cuve(s), celle(s)-ci doi(ven)t être du type préfabriqué. L'étanchéité pour le type de produit qu'elle(s) peu(ven)t contenir doit être certifiée par le fabricant.

Aucun écoulement automatique vers l'extérieur d'une cuve n'est admis.

31) Le(s) réservoir(s) mobile(s) et la (les) cuve(s) doivent être placés dans un conteneur fermé ou sous un auvent.

concernant le(s) réservoir(s) à double paroi:

32) Le(s) réservoir(s) à double paroi servant à stocker des hydrocarbures, doi(ven)t être muni(s) d'un dispositif de détection de fuite.

33) Toutes les ouvertures et tous les raccords doivent se trouver sur la partie supérieure du réservoir et au-dessus du liquide emmagasiné.

Concernant l'entreposage de déchets non-acceptables et/ou de véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux:

34) L'entreposage des conteneurs renfermant des déchets non acceptables et/ou des véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux doit se faire sur l'aire spécialement prévue et aménagée à cet effet. Cette aire doit disposer d'un sol en béton étanche de la qualité B-35 au moins ou en un matériel équivalent garantissant le même degré d'étanchéité et de longévité.

35) L'exploitant doit prendre toutes les mesures requises afin de prévenir toute contamination du sol, du sous-sol et des eaux. Notamment l'entreposage de déchets non-acceptables et de déchets douteux doit se faire dans des conteneurs étanches et fermés.

36) La durée d'entreposage doit être limitée à un minimum.

Concernant le stockage des échantillons de déchets inertes douteux:

37) Le stockage des échantillons doit se faire à l'abri des intempéries. A cette fin un local ou conteneur fermé, spécialement désigné et aménagé à cet effet, doit être prévu.

38) Les échantillons doivent être stockés dans des récipients étanches et résistants aux produits qu'ils sont susceptibles de contenir.

39) Le sol du local ou conteneur en question doit être muni d'un revêtement étanche et inattaquable par les produits susceptibles d'être entreposés. En outre, le sol en question ne doit pas être muni d'avaloir.

VI) Lutte contre le bruit:

1) Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

2) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, les niveaux de bruit équivalents en provenance de l'établissement ne doivent pas dépasser la valeur de 46 dB(A)Leq.

Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

3) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

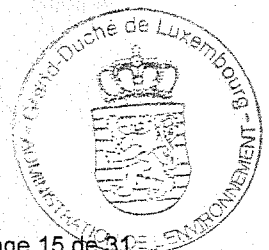
4) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

5) L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.

6) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7) Il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule. L'exploitant devra apposer devant le bâtiment un panneau portant l'inscription: «Coupez le moteur en cas d'arrêt».

8) L'aménagement de deux digues anti-bruit pour protéger les points d'immission Ip1 et Ip5 doit être réalisé préalablement au début des phases respectivement 3 et 5 (voir rapport sur la situation acoustique, pages 17 à 20). Ces digues doivent avoir une hauteur d'au moins 6 mètres. Leur aménagement ne doit pas porter préjudice au site avoisinant par la génération de poussières ou l'écoulement d'eaux de ruissellement. En général, leur réalisation doit se faire selon les règles de l'art.



VII) Concernant les déchets/résidus résultant des activités de recyclage/concassage/criblage:

1) Sans préjudice des dispositions des autres chapitres du présent arrêté, la collecte, le stockage, les transferts et l'élimination et/ou la valorisation des déchets/résidus en question doivent se faire conformément aux dispositions du chapitre «Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement» du présent arrêté.

VIII) Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement:

Concernant la gestion des déchets:

1) L'exploitant doit veiller à ce que la gestion des déchets soit effectuée conformément aux indications du plan de prévention et de gestion et en respectant, par ordre de priorité, les objectifs suivants :

- la prévention de la production et de la nocivité des déchets;
- la réduction de la production et de la nocivité des déchets;
- la revalorisation des déchets par le réemploi, le recyclage ou tout autre procédé écologiquement approprié ;
- l'élimination des déchets ultimes de manière écologiquement et économiquement appropriée.

Le plan de prévention et de gestion des déchets doit être revu au moins tous les trois ans. L'Administration de l'Environnement prescrit l'utilisation d'un format préétabli pour la révision trisannuelle. L'exploitant doit faire parvenir sans délais les révisions des plans à l'Administration de l'Environnement. Les cas échéant, l'Administration de l'Environnement peut demander à l'établissement que la vérification trisannuelle soit vérifiée par un organisme agréé.

2) L'exploitant doit désigner un responsable pour la gestion des déchets. Cette personne doit disposer d'une formation suffisante pour assumer ces tâches de façon compétente. Elle est responsable pour l'élaboration, la mise à jour et l'exécution du plan de prévention et de gestion des déchets. Elle doit pouvoir fournir toutes les informations concernant la gestion des déchets de l'établissement aux autorités compétentes.

Le responsable pour la gestion des déchets peut être assisté par d'autres personnes de l'établissement. Pour l'exécution de certaines tâches spécifiques, il peut faire appel à des tiers.

3) Un manuel regroupant les différentes procédures de gestion des déchets spécifiques à l'établissement doit être rédigé et mis à la disposition du personnel. Il doit être conforme au plan de prévention et de gestion des déchets et être, le cas échéant, modifié en conséquence. Sur demande, le manuel doit être mis à disposition de l'Administration de l'Environnement. Ce manuel doit obligatoirement mentionner les dates des dernières mises à jour.

4) Le personnel doit recevoir de façon régulière, mais au moins une fois par an, des instructions relatives à la gestion des déchets conformément au plan de prévention et de gestion des déchets. A ces fins, l'exploitant doit désigner une personne compétente qui a la mission de conseiller et de sensibiliser le personnel en matière de gestion des déchets.

5) Pour le 31 janvier au plus tard, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'Environnement un rapport annuel concernant la gestion des déchets de l'établissement. Le cas échéant, l'administration peut prescrire l'utilisation d'un format préétabli.

Le rapport annuel doit mentionner au moins les points suivants:

- 1) les quantités de déchets;
- 2) le (ou les) procédé(s) de valorisation;
- 3) le nom et l'adresse exacte du (ou des) destinataire(s) de déchets;
- 4) le nom et l'adresse exacte du (ou des) transporteur(s) et négociant(s) de déchets;
- 5) les mesures prises pour éviter ou réduire la quantité des déchets;
- 6) le(s) nom(s) de la (ou des) personne(s) responsable(s) pour la gestion des déchets;
- 7) le(s) nom(s) de la (ou des) personne(s) responsable(s) pour l'instruction du personnel;
- 8) les dates des séances d'instruction du personnel avec indication des sujets respectifs;
- 9) un plan de l'établissement mentionnant les zones de collecte des déchets avec indication des fractions de déchets collectés par zone.

Les renseignements énumérés aux points 1) à 5) sont à fournir par catégorie de déchets.

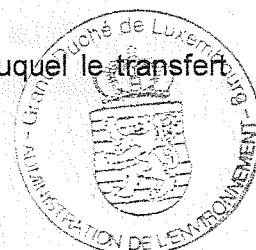
6) Les dispositions du présent arrêté relatives à la gestion des déchets sont applicables à toute substance ou produit tombant sous la définition du terme «déchet» telle qu'elle est donnée par la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets. Elles s'appliquent également à tous produits et substances destinés à la valorisation jusqu'à ce que ces produits ou substances, ainsi que les matières premières secondaires ou l'énergie qui résulte de l'opération de valorisation soient réintroduits dans le circuit économique.

7) Toute acceptation de déchets provenant de tiers est interdite. Exception est faite lorsque l'exploitant dispose d'installations spécifiques dûment autorisées par la présente et/ou par la législation applicable dans la matière.

8) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets qu'il produit soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

9) L'exploitant doit tenir un registre renseignant de façon claire et précise et pour chaque catégorie des déchets sur les points suivants:

- la nature;
- le cas échéant, l'origine;
- la quantité;
- la destination;
- le mode de traitement;
- la date de l'évacuation;
- le nom de la société ayant procédé à l'évacuation des déchets;
- le cas échéant, le numéro du document de suivi sous le couvert duquel le transfert s'est effectué et le numéro d'ordre du transfert.



Les documents relatifs à la valorisation et à l'élimination des déchets sont à conserver pour une durée d'au moins trois (3) ans. Sur demande, ils sont à mettre à la disposition des autorités compétentes de contrôle.

Concernant la prévention et la réduction des déchets:

10) Dans toute la mesure du possible, l'exploitant doit se procurer les produits ou substances dont il a besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple. L'utilisation d'emballages à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment par l'exploitant.

11) Dans toute la mesure du possible, les emballages et, le cas échéant, les suremballages des produits ou substances sortant de l'établissement (résultats de production, résidus de production, déchets, etc.) doivent être conditionnés dans des systèmes à usage multiple. L'utilisation de systèmes à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment par l'exploitant.

12) L'exploitant doit faire l'inventaire de tous les points de ces chaînes de production, de manipulation de produits ou de transferts de substances afin de déterminer les endroits présentant des fuites ou des déperditions systématiques. Il doit prendre toutes les mesures possibles techniques ou organisationnelles pour éviter ces fuites ou ces déperditions. Si, pour des raisons quelconques, ceci s'avère impossible, il doit prendre toutes les mesures techniques possibles pour éviter que ces fuites ou déperditions ne s'écoulent de façon incontrôlée ou ne se mélangent avec d'autres produits, substances, matériaux, poussières ou balayures.

13) Dans le fonctionnement de son entreprise, l'exploitant est tenu dans toute la mesure du possible d'utiliser des produits ou substances qui:

- se caractérisent par une longévité certaine ou se prêtent à une valorisation en vue de leur utilisation;
- sont fabriqués à partir des matières premières secondaires ou selon des procédés utilisant des technologies propres;
- en comparaison avec d'autres produits et substances donnent lieu à moins de déchets, à des déchets moins nocifs ou à des déchets plus faciles à éliminer ou à valoriser.

14) Dans toute la mesure du possible, le choix des matériaux de construction doit se faire de façon à respecter les principes suivants:

- les matériaux doivent être exempts de substances dangereuses et ne pas être constitués de plusieurs matériaux composites;
- les matériaux doivent être produits selon des technologies respectant au mieux l'environnement et en protégeant au mieux les ressources naturelles;
- les matériaux sont fabriqués à partir de matières premières secondaires;
- les matériaux doivent être facilement valorisables.

Concernant la collecte et le stockage des déchets:

15) La collecte des déchets à l'intérieur de l'établissement doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance;

- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

16) A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte des déchets doi(ven)t être spécialement désignée(s) et aménagée(s) à cet effet. Cette (ou ces) zone(s) doi(ven)t abriter les différents conteneurs ou récipients de collecte pour les différentes fractions de déchets. La (ou les) zone(s) doi(ven)t être aménagée(s) de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté.

17) La (ou les) zone(s) de collecte doi(ven)t être convenablement signalisées et de façon indélébile mentionnant au moins les points suivants:

- le fait qu'il s'agit d'une zone de collecte des déchets;
- les fractions de déchets collectées;
- l'interdiction de fumer;
- le cas échéant le nom et les coordonnées de contact de la personne responsable de la gestion des déchets;
- la mention que toute constatation d'irrégularité doit immédiatement être signalée à la personne responsable pour la gestion de déchets ou, le cas échéant, à la direction.

18) La zone de collecte ainsi que les récipients de collecte doivent être maintenus dans un état de propreté et d'entretien impeccable.

19) La zone de collecte doit être suffisamment éclairée afin de permettre aux personnes qui y travaillent d'effectuer leurs tâches en toute sécurité, même durant les périodes d'obscurité.

20) La collecte des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet. Les récipients de collecte doivent être dans un matériel garanti résistant aux produits qu'ils contiennent. A tout moment, les récipients de collecte doivent être dans un état d'entretien impeccable. Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides ou semi-liquides doivent être parfaitement étanches.

L'utilisation pour la collecte des déchets de récipients de récupération (notamment de fûts) est interdite. Exception est faite dans le cas où les récipients ont été reconditionnés par une société spécialisée en la matière et disposent d'un certificat de garantie.

21) Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides doivent être placés au-dessus d'une cuve de rétention susceptible de recueillir tout déversement éventuel. Cette cuve doit être telle que mentionné au chapitre «Protection du sol et du sous-sol» et être construite dans un matériel garanti résistant aux produits qu'elle peut contenir. Le cas échéant, différentes cuves séparées doivent être disponibles afin d'éviter le mélange des écoulements provenant de différents types de déchets.

22) Les récipients destinés à recevoir des déchets volatils ou ayant des composantes volatiles (p. ex. solvants, peintures, matériel souillé par des solvants ou des peintures) ou qui présentent une gêne olfactive doivent être maintenus fermés hermétiquement à tout moment sauf pour leur remplissage et, le cas échéant, pour leur vidange. Le cas échéant, les réservoirs ainsi concernés sont à mettre sous dépression avec collecte et traitement des gaz refoulés et/ou connectés électriquement à une terre.

23) Chaque récipient de collecte doit être convenablement étiqueté. Ces étiquettes doivent mentionner au moins la dénomination exacte du déchet contenu. Les étiquettes doivent être de taille suffisante les rendant lisibles, même de loin et confectionnées de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles. Le cas échéant, les normes nationales ou internationales en matière d'étiquetage de substances dangereuses sont à respecter. Toute autre étiquette ou inscription provenant d'une utilisation antérieure doit être enlevée ou être rendue illisible de façon permanente.

24) L'exploitant doit prendre toutes les mesures d'entretien nécessaires pour assurer une évacuation régulière des déchets collectés et entreposés.

25) Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que les déchets collectés ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.

26) Notamment les déchets solides susceptibles de se solubiliser à l'eau doivent particulièrement être entreposés à l'abri des précipitations et des eaux de ruissellement et être protégés contre les envols de matière fine ou pulvérulente.

27) Les zones de collecte et de stockage doivent être indiqués de façon claire et précise dans un plan de situation de l'établissement. Ce plan doit être à la disponibilité du personnel. Sur toute demande, il doit être communiqué aux agents de l'Administration de l'Environnement. Ce plan doit constamment être mis à jour.

28) Le raccord des zones de stockage des déchets au réseau d'égouts ou à tout autre système d'évacuation est interdit.

29) S'il y a danger de produits liquides déversés, à tout moment, un stock suffisant de matériel absorbant pour produits écoulés doit être à disposition immédiate. Les zones de collecte doivent obligatoirement être équipées d'au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

30) En dehors des zones spécialement prévues et aménagées à cet effet, tout entreposage de déchets est interdit.

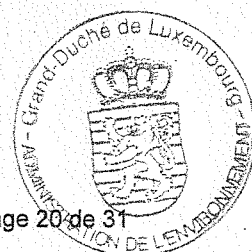
31) Les zones de collecte et de stockage doivent être équipées d'extincteurs de feu appropriés et en nombre suffisant.

Concernant la valorisation des déchets:

32) Les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique.

La valorisation des déchets doit obligatoirement concerner toutes les fractions de déchets dont un recyclage peut se faire dans des conditions raisonnables lorsque :

- preuve a été fournie que des déchets du même type en provenance d'autres producteurs - luxembourgeois ou autres - sont déjà recyclés et le transfert de ces déchets vers les installations de recyclage est rationnellement faisable;
- le bilan du recyclage en général est plus favorable pour l'environnement que tout autre procédé d'élimination;
- le transfert vers le centre de valorisation le plus proche peut raisonnablement être imposé à l'exploitant.



33) La valorisation doit concerner en premier lieu le recyclage des matières. Une utilisation des déchets comme source d'énergie n'est concevable que lorsqu'il est établi que le recyclage des matières n'est pas applicable pour les déchets en question.

34) En vue d'assurer leur recyclage, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour procéder à une collecte sélective des différentes fractions de déchets. A ces fins, l'exploitant doit prévoir les infrastructures de collecte nécessaires.

35) Le mélange de différentes catégories de déchets est interdit dans la mesure où ce mélange pourrait nuire à la valorisation des déchets en question.

Concernant l'élimination des déchets:

36) L'élimination des déchets est à envisager comme ultime procédé de traitement.

37) L'élimination des déchets doit se faire selon un procédé approprié à la nature du déchet.

38) L'élimination ne peut se faire que dans des installations dûment autorisées à cette fin.

Concernant certaines fractions spécifiques de déchets:

39) Les boues en provenance du séparateur d'hydrocarbures et du débourbeur sont à considérer comme déchets dangereux, dans la mesure où elles sont contaminées par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

40) Les produits d'absorption usagés doivent être éliminés en tant que déchets dangereux conformément à la législation afférente.

41) Sont considérés également comme déchets dangereux les produits, substances et matériaux contenant (ou contaminés par) des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

IX) Phase chantier:

Condition générale:

1) Une copie du présent arrêté doit être remise à chaque entreprise chargée des travaux de chantier, ceci avant le début des travaux.

Concernant la protection de l'air:

2) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

3) Afin de réduire au maximum la formation et l'envol de poussières lors des travaux, des mesures appropriées telles que la pulvérisation d'eau sont à prendre, le cas échéant.

4) Les voies de circulation, les aires de manœuvre et de stockage doivent être consolidés (stabilisés) à l'aide d'un matériau approprié. Elles doivent être entretenues et le cas échéant renouvelées, de manière à limiter au mieux la formation et l'envol de poussières. Le cas échéant, les voies de circulation et les aires de manœuvre doivent être humidifiées de manière appropriée.

5) Les stockages au sol de matières pulvérulentes doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à éviter au maximum les envois de poussières. A cette fin des mesures tel que l'humidification du stockage sont à mettre en œuvre, le cas échéant.

6) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 200 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un minimum.

7) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance supérieure ou égale à 200 kW, doivent respecter les limitations suivantes:

- la teneur en poussières doit être inférieure à 100 mg/Nm^3 ;
- la teneur en monoxyde de carbone doit être inférieure à 650 mg/Nm^3 ;
- la teneur en oxydes d'azote exprimés en tant que dioxyde d'azote doit être inférieure à :
 - 350 mg/Nm^3 pour les moteurs à allumage commandé ;
 - 500 mg/Nm^3 pour les moteurs diesel à gaz ;
 - 1.000 mg/Nm^3 pour les autres.

Les valeurs indiquées ci-avant se rapportent à 5% en volume O_2 .

Pour les moteurs à allumage par compression toutes les possibilités de réduire autant que possible les émissions d'oxydes d'azote sont à mettre en œuvre.

8) La teneur en soufre des carburants liquides doit être inférieure à 0,05 %.

9) Les groupes électrogènes, ayant une puissance électrique supérieure ou égale à 200 kW, ne peuvent être utilisés sur le chantier que s'ils ont été soumis au cours des trois années précédentes à un contrôle des rejets de polluants dans l'atmosphère, effectué par un organisme agréé.

Les pièces justificatives des contrôles relatifs aux rejets de polluants doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle sur le lieu d'exploitation.

10) Toute incinération et tout enfouissement de déchets au lieu et aux alentours du chantier sont interdits.

concernant la protection des eaux:

conditions de base:

11) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux

ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

Il est interdit d'évacuer des eaux usées par déversement sur la voie publique.

concernant les eaux de fouilles:

12) Les eaux de fouilles doivent être raccordées, le cas échéant, à un bassin de décantation dimensionné de façon à garantir dans l'effluent une concentration de matières en suspension inférieure à 100 mg/l.

concernant les eaux usées sanitaires:

13) Des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier.

Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche, dépourvue d'un trop-plein.

Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables, telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.

Concernant la protection du sol et du sous-sol:

les exigences en matière de dépôt du gasoil servant à l'alimentation des engins:

14) Le stockage des hydrocarbures nécessaires aux engins/équipements doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

Les réservoirs doivent être placés dans une cuve étanche aux produits pétroliers et à l'eau.

Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve.

Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

N'est (Ne sont) pas couvert(s) par la présent arrêté, le (ou les) réservoir(s) servant à stocker du gasoil (carburant) et ayant une capacité totale supérieure ou égale à 300 litres.

En ce qui concerne plus particulièrement les tonneaux qui contiennent des hydrocarbures, ceux-ci doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits pétroliers et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des tonneaux qu'elle peut contenir (p. ex. conteneur à étagères, Regalcontainer für wassergefährdende Stoffe). En dessous des bouches de



soutirage des tonneaux, des cuves ou des matériaux absorbants doivent être aménagés afin de recueillir ou d'absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

concernant les souillures de la voie publique avoisinante:

15) Afin de réduire la formation de dépôts de boue sur la voie publique par les véhicules sortant de l'établissement, ceux-ci doivent passer par une installation de nettoyage des pneus. En cas de souillure de la voie publique avoisinante, celle-ci doit immédiatement être nettoyée par des engins spécialement prévus à cet effet.

Concernant la lutte contre le bruit:

16) Les travaux de chantier ne peuvent pas se faire avant 7⁰⁰ h et après 19⁰⁰ h, sauf dérogation accordée en vertu des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers (art. 6). Dans ce cas, les niveaux de bruit tels que fixés à la condition suivante, sont également applicables entre 19⁰⁰ et 22⁰⁰ h ceux.

17) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, les niveaux de bruit équivalents en provenance de l'entreprise ne doivent pas dépasser

la valeur de 70 dB(A) Leq, causée par les activités de l'ensemble du chantier;

la valeur de 55 dB(A), causée par des sources de bruit émettant des niveaux constants tels que les groupes électrogènes, les compresseurs etc..

Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

18) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

19) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

20) Les niveaux de bruit transmis dans les locaux du voisinage ne doivent pas dépasser la valeur de 40 dB(A). Le niveau de bruit est à mesurer au milieu du local, les portes et fenêtres étant fermées.

Concernant la prévention et la gestion des déchets:

les conditions générales:

21) Tous les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les déchets qui se prêtent à une valorisation doivent être collectés, triés et traités de façon notamment à récupérer un maximum de matières premières secondaires.

22) Toute incinération et tout enfouissement de déchets sont interdits.

23) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.

24) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets qu'il produit soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

la prévention des déchets (choix des matériaux de construction):

25) Dans toute la mesure du possible, le choix des matériaux de construction doit se faire de façon à respecter les principes suivants :

- les matériaux doivent être exempts de substances dangereuses et ne pas être constitués de plusieurs matériaux composites;
- les matériaux doivent être produits selon des technologies respectant au mieux l'environnement et en protégeant au mieux les ressources naturelles;
- les matériaux sont fabriqués à partir de matières premières secondaires;
- les matériaux doivent être facilement valorisables.

26) Dans toute la mesure du possible, l'entreprise chargée des travaux doit se procurer les produits ou substances dont elle a besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple. L'utilisation d'emballages à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment.

les déchets généraux résultant de l'excavation et de la construction:

27) La collecte des déchets en question doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

les déchets inertes non-contaminés résultant du chantier:

28) Les déchets inertes non-contaminés résultant du chantier (matériaux de décapage et d'excavation) seront utilisés de préférence au lieu même du chantier.

La terre arable doit être entreposée en andains sur le site de l'établissement. L'entreposage doit être aménagé et effectué de façon à éviter l'entraînement des terres par les eaux de pluie et de ruissellement.

29) Les déchets inertes résultant de travaux de chantier ne peuvent être mis en décharge que dans la mesure où l'exploitant fait preuve que ces déchets ne peuvent plus être valorisés ou recyclés et ne présentent pas de contaminations susceptibles de nuire à la santé de l'homme ou à l'environnement de quelque façon que ce soit.

30) La mise en décharge devra se faire dans une décharge autorisée pour déchets inertes. Ces déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les transports afférents se feront en limitant au minimum les pertes et souillures de la voie publique.



les déchets inertes contaminés résultant du chantier:

31) Les déchets inertes provenant notamment de travaux d'excavation sont à considérer comme des déchets dangereux dans la mesure où ils sont contaminés. Sont considérés comme déchets dangereux les produits, substances et matériaux contenant ou contaminés par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

32) En cas de découverte d'une contamination par des produits/substances dangereux pour l'environnement lors des travaux d'excavation,

- toutes les mesures doivent immédiatement être prises afin d'éviter une extension de la contamination;
- l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais possibles l'Administration de l'Environnement;
- le plan et la méthode d'assainissement avec une notice d'évaluation des nuisances pour l'environnement lors des travaux d'assainissement doivent être présentés à l'Administration de l'Environnement.

33) Les travaux spécifiques d'excavation ainsi que les travaux d'assainissement doivent être effectués par une entreprise spécialisée en la matière et doivent être surveillés par un organisme agréé.

34) Les déchets inertes contaminés doivent être remis à un collecteur privé ou public ou à une entreprise qui exécute les opérations d'élimination à condition que ceux-ci soient titulaires d'une autorisation requise à cet effet.

35) Au cas où le volume des déchets inertes contaminés dépasse 200 m³ et une situation d'urgence nécessitant des interventions immédiates afin d'éviter des pollutions ou autres atteintes pour l'environnement n'est pas donnée, une demande d'autorisation relative à la législation des établissements classés doit être introduite en vue de décontaminer un site pollué. Les travaux d'assainissement ne peuvent, dans ce cas, être entamés qu'après la délivrance de l'autorisation.

36) Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement, toute évaporation de substances polluantes ou toute extension de la pollution. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries. Des précautions doivent être prises afin de ne pas mélanger les matières polluées avec des terres provenant d'un autre endroit.

37) Sur demande motivée de l'Administration de l'Environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

38) Un rapport final renseignant sur l'état du site après les travaux de démolition et d'excavation doit être établi par l'organisme chargé de la surveillance du chantier et doit être remis à l'Administration de l'Environnement.

IX) Dispositions particulières:

1) L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de



l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..

2) L'exploitant doit tenir en réserve un stock adéquat de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

3) L'établissement et les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, doivent être aménagés et maintenus dans un état de propreté adéquate.

4) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

5) L'exploitant doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement de l'établissement garantissant lors d'un sinistre (incendie) une limitation des incidences sur l'environnement à un minimum, notamment en ce qui concerne les rejets de polluants dans l'atmosphère et la contamination des eaux d'extinction.

X) Réception et contrôle de l'établissement:

Concernant les exigences en général:

1) La réception ainsi que les contrôles requis dans le cadre du présent arrêté ne peuvent, sauf indication contraire de l'autorité compétente, être effectués que par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

2) L'Administration de l'environnement doit être informée au préalable de la date exacte de la réception / des contrôles. Une copie de chaque rapport de réception / de contrôle doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'Administration de l'environnement. Simultanément chaque rapport est à envoyer à l'exploitant de l'établissement.

3) Sans préjudice de l'obligation de respecter les conditions du présent arrêté, et pour le cas où un des rapports prémentionnés fait ressortir des points à incriminer (non-conformités, modifications, etc.), l'exploitant de l'établissement est tenu d'établir une prise de position détaillée relative aux conclusions et recommandations de l'organisme agréé. Cette prise de position doit en plus comprendre un échéancier précis dans lequel l'exploitant compte se conformer aux exigences du présent arrêté.

La prise de position, accompagnée d'une copie du rapport en question, est à envoyer à l'Administration de l'environnement dans un délai de trente jours à partir de la date de la lettre d'accompagnement certifiant l'envoi du rapport spécifique aux parties concernées.

4) En outre, l'organisme agréé est tenu lors de la réception / des contrôles de signaler sans délai à l'Administration de l'environnement tout défaut, toute nuisance ainsi

que toute situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement, ceci pour l'ensemble de l'établissement.

5) Si nécessaire, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles et analyses supplémentaires.

6) L'Administration de l'environnement pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des contrôles de l'exploitation sans que l'exploitant ne puisse s'y opposer.

7) Afin de permettre que la réception / les contrôles soient réalisés conformément aux exigences requises, l'exploitant doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

Concernant la réception des équipements, des installations et de la construction:

8) L'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de réception des aménagements de l'établissement. Ce rapport doit être présenté à l'Administration de l'environnement avant le démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement. Il doit contenir entre autres:

- une vérification de la conformité des équipements, des installations, de la construction et des dispositions techniques par rapport:
 - aux indications et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté);
 - à l'objet et aux prescriptions du présent arrêté (ne sont pas visées par la présente les exigences des mesurages pour la détermination des impacts par rapport à l'environnement);
- une vérification que les travaux de mise en place des installations, des équipements, de la construction et des dispositions techniques et antipollution ont été effectués suivant les règles de l'art;
- mentionner toutes les modifications éventuellement constatées.

Concernant la protection des eaux:

9) Les réseaux des eaux usées et des eaux de pluie doivent être exploités de façon qu'un fonctionnement correct soit garanti en permanence. Le bon fonctionnement doit être contrôlé périodiquement, mais au moins une fois tous les trois ans par un organisme agréé.

10) Par ailleurs, le suivi piézométrique de la nappe doit se faire par des sondes permettant le mesurage en continu. Un rapport annuel renseignant sur les résultats des mesures effectuées doit être envoyé à l'Administration de l'Environnement et, en copie, à l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Concernant le contrôle des conditions en matière de la protection du sol et du sous-sol:

11) Tous les ans, un organisme agréé doit vérifier la conformité des exigences prescrites dans le chapitre «Protection du sol et du sous-sol» en relation avec les cuves de rétention.

12) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six mois, le bon fonctionnement de chaque séparateur d'hydrocarbures, notamment le niveau d'eau et la quantité d'hydrocarbures retenues. La date et le résultat de chaque contrôle doit être noté. Ces notes doivent être tenues à disposition des organes de contrôle.

13) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six mois, l'état de l'aire de ravitaillement et des joints. En cas d'une dalle en béton, les éventuelles fissures visibles doivent être bouchées par injection. Le cas échéant, les joints défectueux doivent être réparés.

14) L'exploitant doit faire contrôler par un organisme agréé l'étanchéité de tous les caniveaux, de toutes les canalisations et de tous les séparateurs d'hydrocarbures après cinq ans.

Il en est de même de l'état de l'aire de ravitaillement et des joints en ce qui concerne l'étanchéité aux hydrocarbures de ceux-ci par rapport au sous-sol.

Concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit:

15) En cas de besoin, l'Administration de l'Environnement pourra demander des contrôles supplémentaires de la situation acoustique.

Concernant la prévention et la gestion des déchets:

16) Sur demande de l'Administration de l'Environnement, l'exploitant doit faire vérifier son plan de prévention et de gestion des déchets par un organisme agréé.

17) Annuellement et au plus tard pour le 31 janvier, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'Environnement un rapport concernant la gestion des déchets de l'établissement (voir chapitre «Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement»).

Concernant les activités de recyclage/concassage/criblage:

les contrôles réguliers des rejets de polluants émis dans l'atmosphère par l'installation de recyclage/concassage/criblage:

18) Les émissions de polluants rejetées dans l'atmosphère par le(s) moteur(s) à combustion interne actionnant l'installation de recyclage/concassage/criblage ou le groupe électrogène doivent être contrôlées régulièrement par un organisme agréé en la matière, une première fois avant ou lors de la première mise en exploitation de l'installation.

L'exploitant doit s'assurer de la conformité de l'installation de recyclage/concassage/criblage avec les exigences du présent arrêté, notamment en matière des dispositifs anti-poussières et des rejets des moteurs.

les rapports annuels:

19) Annuellement et au plus tard pour le 31 janvier, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'Environnement un rapport indiquant pour chacune des périodes pendant lesquelles il a été procédé au recyclage de matières inertes

- la durée des activités recyclage/concassage/criblage (date de début et de fin de chaque période);
- les coordonnées exactes de(s) l'exploitant(s) de(s) l'installation(s) de recyclage/concassage/criblage;
- la quantité de matières inertes traitées.

XII) Mesures en cas d'incident grave ou d'accident:

- 1) L'autorité compétente pourra, dans le cadre d'un sinistre
- faire procéder à des analyses spécifiques;
 - faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets dangereux pour l'environnement;
 - charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

2) Si, suite à un sinistre, le sol, le sous-sol, les eaux de surface et/ou les eaux souterraines sont pollués par des produits/substances dangereux pour l'environnement, l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté;
- faire appel à la Protection Civile (tél.: 112);
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement. Il doit fournir à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

Sur demande motivée de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

XIII) Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement:

L'exploitant doit désigner une personne de contact chargée des questions d'environnement et un remplaçant de ce dernier qui devront à tout moment pouvoir fournir les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms de la personne de contact et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'Administration de l'environnement



au plus tard le jour du début des activités. Toute substitution quant à la personne de contact ou à son remplaçant doit être signalée sans délai à l'Administration de l'environnement.

Article 2: Le présent arrêté est transmis en original la S.A. Recyma, 7, rue Alcide de Gaspéri, L-1013 Luxembourg pour lui servir de titre, et en copie:

- à la S.A. Eneco, 22, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern pour information;
- aux administrations communales de HOSINGEN et CONSTHUM aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

Article 3: Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Le Ministre délégué au Développement
durable et aux Infrastructures,



Marco SCHANK

A titre d'information, une copie de l'arrêté N° 1/11/0004/DD délivré par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets est reprise en annexe.

